

Unité départementale de la Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille - CS 60765 - 85020 La Roche sur Yon cedex
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 08 Juillet 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES KLEBER MOREAU SA

La Motte - La Meilleraie Tillay
BP 257
85700 Pouzauges

Références : D 25.0284
Code AIOT : 0006303035

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement CARRIERES KLEBER MOREAU SA implanté Beauregard 85700 La Meilleraie-Tillay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES KLEBER MOREAU SA
- Beauregard 85700 La Meilleraie-Tillay
- Code AIOT : 0006303035
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la Meilleraie est autorisée par arrêté préfectoral du 1^{er} février 2013 pour 30 ans à exploiter une carrière et des installations de traitement de matériaux au lieu-dit La Motte. Le gisement exploité est une roche massive (microdiorite) pour une capacité maximale autorisée de 2 000 000 t/an.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a également contrôlé en visite la zone d'extraction, ainsi que le concasseur primaire et installations secondaires.

Les fronts d'exploitation ne font pas l'objet d'observation. La zone actuelle d'exploitation présente un faciès régulier.

Les installations primaire (concasseur) et secondaire ont fait l'objet de travaux ces dernières années qui ont permis de réduire les émissions de poussières et de bruit. En particulier, les broyeurs secondaires sont tous dans un bâtiment fermé et capoté, et leur fonctionnement est très peu perceptible depuis l'extérieur.

Un arrosage des pistes était en service lors de cette visite par temps très sec. Le système "dumpeau" permettant aux dumpers de charger de l'eau à vide, puis de circuler en vidant régulièrement cette eau sur les pistes, apparaît efficace pour les émissions de poussières sur la piste reliant la zone d'extraction et le concasseur primaire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Apport annuel d'inertes	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 1.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
6	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 2.7	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Limites de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 1.2.2	Sans objet
3	Remblaiement partiel de la carrière	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 3.4.4	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 1.3.3	Sans objet
5	GEREP - Enquête annuelle	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 2.6	Sans objet
7	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.1.3	Sans objet
8	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.2.2	Sans objet
9	Surveillance des rejets d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.2.5	Sans objet
10	Contrôles des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur les analyses environnementales, et sur la gestion de la zone de remblaiement en inertes.

Aucune non-conformité n'a été détectée lors de ce contrôle.

L'inspection a toutefois demandé une mise à jour du plan des réseaux aqueux, en y intégrant la centrale à béton présente sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limites de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 1.2.2
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée :
Article 1.2.2- Limites de l'autorisation La carrière de «La Meilleraie» est dédiée à la production de granulats pour les travaux publics, la

voirie et le bâtiment,

La surface totale d'extraction cumulée des matériaux est d'environ 45 hectares.

La **production annuelle moyenne est de 1 000 000 tonnes** de matériaux commercialisés au cours de la période autorisée pour un gisement disponible de près de 9,9 millions de m³ de matériaux commercialisables.

Les quantités de matériaux sortant de la carrière sont comptabilisées.

Le rythme normal d'exploitation du gisement est la capacité moyenne d'extraction autorisée, Son dépassement dans la limite de la capacité maximale autorisée de 2 000 000 t/an de matériaux commercialisés reste lié à des niveaux d'activités exceptionnels sur une période limitée.

(...)

Constats :

Les tonnages extraits ont été déclarés par l'exploitant à l'inspection. Ces tonnages confidentiels sont inférieurs au seuil maximal autorisé, et au tonnage moyen annuel.

Cette prescription est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Apport annuel d'inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 1.2.2

Thème(s) : Autre, Déchets

Prescription contrôlée :

Les apports de matériaux inertes extérieurs destinés au réaménagement de la carrière portent sur un **maximum de 40 000 m³/an**. Il s'agit exclusivement de matériaux inertes et non dangereux, non pollués provenant de chantiers de BTP (terrassement, de déblais routiers., déconstruction).

Constats :

L'exploitant a déclaré la réception de déchets inertes dans l'application nationale GEREP. La quantité déclarée en 2024 est de 184,95 kT. Sur le tableau de suivi présenté en visite, cette quantité représente en cumul plus de 942 kT depuis l'année 2014.

Selon l'exploitant, la densité estimée des matériaux inertes serait d'environ 1,5.

Le volume réceptionné en 2024 serait donc de l'ordre de 123 000 m³, et dépasserait donc le volume maximal autorisé de 40 000 m³/an.

Lors de précédentes visites d'inspection, l'exploitant s'était engagé à formuler une demande d'augmentation des apports en inertes, mais aucune demande n'a encore été effectuée.

Ce constat est donc jugé non conforme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'impact en termes d'exploitation et d'incidence sur l'environnement étant limité, l'inspection ne propose qu'une action corrective en permettant soit à l'exploitant de revenir à un volume admis conforme pour 2025, soit de porter à connaissance auprès du préfet de l'augmentation de ces volumes annuels.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Remblaiement partiel de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 3.4.4

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Article 3.4.4 - Remblaiement partiel de la carrière

Le remblaiement de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Le **remblaiement par des matériaux extérieurs est autorisé** aux seules fins de remise en état du site dans les conditions fixées précédemment.

Les matériaux apportés doivent être inertes, non contaminés ni pollués et compatibles avec les objectifs de réaménagement. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, produits putrescibles, métaux, plâtre... Ils répondent notamment à la définition d'un déchet inerte au sens de l'article 2 de la directive européenne 1999/31/CE du 26 avril 1999 relative à la mise en décharge. Les déchets dangereux, en particulier les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, ne sont pas admis.

(...)

Constats :

La carrière admet principalement en déchets inertes des terres et cailloux issus de chantiers de travaux publics. L'inspection a constaté sur site principalement ce type de déchets en surface de la zone de remblai et de sa verse.

L'exploitant précise n'accepter que des déchets strictement ultimes ou que des déchets inertes préalablement triés sur une plateforme de valorisation.

Sur place, un opérateur est présent en permanence pour l'accueil des déchets. L'inspection a interrogé cet opérateur sur la procédure qu'il met en œuvre pour la gestion des déchets inertes. Ceux-ci sont déchargés sur la plateforme avec un contrôle visuel avant d'être poussés vers la zone de remblai. Un merlon de protection était visible devant la zone abrupte.

En fond de carrière, au pied de la zone de verse des inertes, l'exploitant a créé un merlon issu de matériaux perdus d'exploitation et stables (blocs et empierrement) pour stabiliser la pente importante.



Zone de remblaiement



Empierrement en partie basse



Zone de réception des inertes (partie haute)

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 1.3.3

Thème(s) : Autre, Garanties financières

Prescription contrôlée :

<p>Article 1.3.3- Établissement et notification des garanties financières</p> <p>L'exploitant adresse au préfet dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 en précisant la valeur datée du dernier indice public TP 01 utilisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a justifié en préfecture d'un acte de cautionnement des garanties financières d'une validité allant du 1^{er} février 2023 au 31 janvier 2028 avec un montant prévu par son arrêté préfectoral (montant non communiqué).</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : GEREP - Enquête annuelle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 2.6</p>
<p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.6- Enquête annuelle</p> <p>Pour le 1^{er} mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un bilan d'activité de la carrière de l'année précédente en complétant le questionnaire édité par l'inspection des installations classées, Un défaut de réponse est interprété comme une absence d'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la préparation de la visite, l'inspection a vérifié que l'exploitant avait correctement déclaré les données de son activité pour l'année 2024 dans l'application nationale GEREP (ainsi que pour les années précédentes).</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Plan d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 2.7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.7- Plans</p> <p>Un ou plusieurs plans d'échelle adaptée à la superficie de l'installation, mis à jour au moins une fois par an, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ils indiquent explicitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> > les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50m ; > l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement) ; > les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation ; > les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les cotes de fond de fouille ;

- > la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ;
- > les zones en cours d'exploitation ;
- > les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement ;
- > les futures zones à exploiter ;
- > la localisation des pistes, des accès et des installations (traitement et stockage des matériaux, bassin de décantation...) ;
- > les réseaux d'évacuation et les équipements de traitement des rejets.

Constats :

L'exploitant établit annuellement un plan topographique d'exploitation. Ce plan a été mis à jour le 14 janvier 2025.

Ce plan mentionne les gradins d'exploitation, la zone de remblaiement en inertes, les pistes avec leur pente, les zones de stockage commerciaux, etc.

Un autre plan mentionne les réseaux d'eau. Toutefois, l'inspection a identifié l'absence de lien avec la centrale à béton présente sur le site.

Cette centrale s'alimente en effet avec les eaux d'exhaure de la carrière, et renvoie une partie de ses eaux non recyclées excédentaires vers les bassins de décantation de la carrière.

La prescription est partiellement respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan des réseaux aqueux doit être mis à jour en tenant compte de la présence de la centrale à béton, indépendante de l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Article 5.1.3- Surveillance des émissions atmosphériques

Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement, conforme aux dispositions de la norme AFNOR NFX 43-007, est mis en place. Les valeurs de retombées de poussières restent inférieures à 350 mg/m²/jour.

Ce suivi comprend des mesures annuelles de retombées de poussières, effectuées au moins à 6 stations représentatives des incidences de la carrière et des nuisances éventuelles perçues par les riverains, placées sous les vents dominants face aux habitations riveraines les plus proches. Un témoin est installé dans une zone non susceptible d'être impactée par les activités du site. Il rend compte des nuisances occasionnées aux riverains proches de l'emprise du site pendant la période sèche et représentative de l'activité de la carrière.

Constats :

L'exploitant réalise un suivi de ses retombées de poussières selon les dispositions des articles 19.5 à 19.9 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 - articles en vigueur au 1^{er} janvier 2018 et applicables aux carrières existantes.

La fréquence de suivi est semestrielle conformément à cet article (valeurs mesurées inférieures à 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante).

L'inspection note que l'article 5.1.3 de l'arrêté préfectoral est inadapté, et est remplacé par une surveillance sur jauges plus représentative fixée par l'arrêté ministériel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

La carrière est autorisée à rejeter ses eaux claires dans les conditions suivantes :

<u>Caractéristiques du rejet</u>	<u>Débits</u>
Débit maximum instantané en m3/h	< 100 m3/h
Débit maximum sur 24 h en m3/j	< 2 000 m3/j
température	<30°C
pH	5,5<pH<8,5
Modification de couleur du milieu récepteur	100 mp/Pt/l
<u>Paramètres</u>	<u>Concentrations maximales en mg/l</u>
Matières en suspension totales (MEST)	<35 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	<125 mg/l
Demande biologique en oxygène (DBO)	<30 mg/l
Hydrocarbures (HCT)	< 10 mg/l

Constats :

L'inspection a examiné les analyses effectuées par le laboratoire Auréa. Le prélèvement a été effectué le 30 janvier 2025.

Le résultat affiche plus de paramètres suivis que fixés par l'arrêté préfectoral, et ne fait pas l'objet d'observation.

Cette prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Article 5.2.5 - Surveillance des rejets d'eau

La surveillance des rejets porte a minima sur la mesure des paramètres visés supra selon une fréquence annuelle. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient mensuelle jusqu'au retour à la normale.

Constats :

L'exploitant justifie d'une surveillance annuelle portant sur les rejets aqueux de la carrière.

L'inspection a sensibilisé l'exploitant sur la prescription imposant une fréquence de surveillance mensuelle, dès lors qu'un dépassement portant sur un des paramètres polluants mesurés est constaté.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Contrôles des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/02/2013, article 5.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

Article 5.4.3- Contrôles des niveaux sonores

L'exploitant fait procéder tous les trois ans à un contrôle des niveaux sonores en limites de propriété et des émergences chez les riverains les plus proches en fonction des positions respectives du chantier d'extraction et des zones à émergence réglementée dans un rayon minimal de 200 m.

Ces mesures sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement de la carrière et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par le chantier. Les mesures d'émergences sont systématiquement réalisées chez les tiers les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel. En cas d'impossibilité justifiée de réaliser ces mesures, l'évaluation du niveau d'émergence se fait par une simulation calculée à partir des niveaux sonores mesurés en limite de propriété face à la zone à émergence réglementée concernée.

Les résultats de ces mesures sont comparés aux valeurs de l'approche théorique présentées dans Le dossier de demande d'autorisation. En cas de dépassement des limites admises, l'exploitant les commente et justifie les mesures correctives retenues pour respecter les valeurs limites ci-dessus.

Constats :

L'exploitant a effectué un contrôle des niveaux sonores de la carrière en 2022.

Le nouveau contrôle est programmé le jeudi 3 juillet 2025 par l'entreprise Acoustex. L'inspection a examiné le bon de commande passée le 24 mars 2025.

Cette prescription fait l'objet d'une demande de transmission du résultat du contrôle effectué.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le contrôle acoustique programmé début juillet 2025 doit être communiqué à l'inspection en réponse à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite